

Recherches sociographiques



Alain BACCIGALUPO, avec la collaboration de Luc Rhéaume,
Les administrations municipales québécoises des origines à nos jours

Jacques Léveillé

Volume 25, Number 3, 1984

Immigrants

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056127ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056127ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Léveillé, J. (1984). Review of [Alain BACCIGALUPO, avec la collaboration de Luc Rhéaume, *Les administrations municipales québécoises des origines à nos jours*]. *Recherches sociographiques*, 25(3), 491–492.
<https://doi.org/10.7202/056127ar>

Alain BACCIGALUPO, avec la collaboration de Luc Rhéaume, *Les administrations municipales québécoises des origines à nos jours*, Montréal, Agence d'Arc, 1984, 611p.

Au terme d'un cycle impressionnant de réformes dirigées vers l'institution municipale québécoise (démocratie locale, financement municipal, aménagement et urbanisme), il convenait de faire le point. Dans un ouvrage de deux tomes, dont le premier à paraître porte sur les municipalités de base, Alain Baccigalupo et son collaborateur Luc Rhéaume s'y emploient en ayant recours à un ensemble de textes de loi, de documents gouvernementaux et, plus timidement, à quelques textes de commentateurs ou d'intervenants municipaux. Le tout est inscrit dans une démarche d'administration publique et, plus rarement, d'analyse politique. La lecture, parfois plus ardue par suite du caractère technique de certaines questions, bénéficie toujours d'une présentation très soignée. En somme, le texte d'Alain Baccigalupo constitue au premier abord, autant pour les administrateurs locaux que pour les étudiants en administration publique, un ouvrage de référence fort utile.

Divisé en six grands chapitres, le premier tome de *Les administrations municipales québécoises des origines à nos jours* traite d'abord des origines du régime municipal québécois (chapitre 1). Les extraits choisis pour présenter la question des administrations locales sous les régimes français et anglais et au cours des premières années de la Confédération sont généralement tirés de textes juridiques originaux (édits, ordonnances, arrêts et lois). Par contre, les quelques synthèses ou conclusions personnelles que se permet l'auteur négligent de s'appuyer sur des ouvrages qui font autorité sur les périodes considérées. La dernière section du chapitre aborde les grandes réformes du monde municipal au XX^e siècle. Celles-ci font alors l'objet d'une nomenclature plutôt que d'une véritable présentation. Il faut comprendre que l'auteur se réserve une présentation plus compréhensive, sinon plus analytique, des pièces détachées qu'il nous livre à la fin de ce premier chapitre.

Le deuxième chapitre procède à une présentation de certains concepts relatifs aux structures municipales. Ce qui est nommé « approche sociologique » se résume à quelques tableaux statistiques sur les populations urbaines et rurales au Canada et au Québec. L'« approche conceptuelle » consiste en un rappel de quelques définitions juridiques essentielles. Enfin, la section la plus substantielle du chapitre développe l'« approche institutionnelle ». De longs extraits des lois régissant les réserves indiennes, les villages cris, les villages miniers, les villages nordiques, la municipalité de la Baie-James, l'administration régionale Kativik et l'administration régionale crie nous sont fournis. Par contre, le Code municipal et la Loi des cités et villes ne sont effleurés que dans deux courts paragraphes. Il aurait été important que l'auteur explique les raisons de ce décalage dans le traitement, tout comme il l'avait fait auparavant pour nous faire admettre que la description des communautés urbaines et régionales de Montréal, de Québec et de l'Outaouais et des municipalités régionales de comté ne soit pas plus généreuse à ce point de l'ouvrage.

Le troisième chapitre sur les élus locaux traite d'abord du processus électoral et ensuite des élus eux-mêmes, tout en n'oubliant pas le phénomène (?) récent de féminisation de la fonction élective locale. Les sections sur ces élus s'éloignent un peu des sentiers battus jusqu'ici en présentant côte à côte des extraits de textes juridiques, des analyses politiques et des synthèses personnelles qui puisent avec efficacité aux quelques recherches disponibles dans ce secteur d'analyse municipale.

Le chapitre quatre est à la fois le plus volumineux et peut-être le plus technique du livre. L'auteur nous invite en effet à passer en revue toutes les étapes de l'organisation de la carrière et toutes les grandes questions qui affectent les conditions générales de travail des fonctionnaires municipaux. Il s'inspire alors abondamment du livre américain de Benouetz sur la pratique de l'administration municipale. Il fait également référence à quelques conventions collectives locales. Enfin, lorsqu'il traite du concept d'officiers municipaux, il s'appuie sur des extraits tirés du Code municipal et de la Loi des cités et villes. Les dernières trente-cinq pages de ce chapitre sont consacrées au gérant municipal. Elles procèdent de la même inspiration que celles écrites pour les élus.

Le chapitre cinq confronte deux catégories de services municipaux, les services de l'administration municipale traditionnelle ou gendarme et les services de l'administration municipale moderne ou providence. Il me semble qu'une telle distinction pourra s'avérer fort stimulante au cours de futures études en administration publique locale. Pour l'instant, le recours obligé à des rapports annuels n'a pas permis à l'auteur de dépasser la description statique. Par contre, l'incursion dans les fonctions exercées par l'État local moderne est à la fois généreuse et perspicace.

Le sixième et dernier chapitre est consacré aux finances locales. Après un bref rappel historique de la question, l'auteur nous convie aux débats ayant opposé les associations municipales québécoises aux réformateurs gouvernementaux au sujet du projet de loi 57. Débats techniques, mais aussi politiques, qui se solderont par l'adoption de la loi et par la mise sur pied d'un mécanisme conjoint de surveillance de la mise en œuvre de la loi. Un long extrait d'un bilan de cette loi effectué par le Ministère des affaires municipales clôt le livre.

Le livre d'Alain Baccigalupo et de son collaborateur Luc Rhéaume s'apparente au recueil de textes mais modifie également la formule. Ainsi, les textes écrits de la main de l'auteur occupent fort peu de place si le point de comparaison est un ouvrage d'auteur. Le contraire est vrai si le point de comparaison est un recueil de textes. Dans les deux cas, toutefois, l'engagement personnel de l'auteur ne nous permet pas de nous interroger et éventuellement de porter un jugement sur les hypothèses de départ, sur l'opérationnalisation, sur les étapes de la démonstration et, enfin, sur la qualité du résultat. L'intention n'était pas de publier les résultats d'une recherche originale mais de constituer une anthologie administrative. Reste donc à s'interroger sur le choix des textes.

Le parti pris évident, sur ce plan, est de s'appuyer d'abord sur des textes dits officiels : textes de loi, rapports de commissions gouvernementales d'étude, études ministérielles. Dans les rares endroits où l'auteur se hasarde dans des synthèses ou conclusions personnelles, il ne parvient pas à faire appel aux recherches en histoire, en administration publique, en études urbaines et en droit administratif, pour compléter, commenter, voire placer dans une perspective critique, l'évolution législative et administrative que les textes officiels retracent. Les quelques moments du livre qui ouvrent une brèche dans cette direction nous incitent par contre à croire que la démarche pourrait s'avérer très stimulante pour les recherches futures en administration publique municipale. Quant à moi, ces moments représentent les développements les plus riches de l'anthologie administrative que nous propose Alain Baccigalupo. L'ensemble de l'ouvrage s'avérera pour sa part fort utile à tous ceux qui s'intéressent à la question municipale au Québec.

Jacques LÉVEILLÉE

*Département de science politique,
Université du Québec à Montréal.*

Jean FOREST, *Le mur de Berlin P.Q.*, Montréal, Quinze, 1983, 239p. (« Prose exacte ».)

« J'ai eu envie de parler de mes démêlés avec la langue. » Comme Sartre dans *Les mots*, comme Louis Wolfson dans *Le schizo et les langues*, ou comme Régine Robin dans *La Québécoise*, Jean Forest s'est dévoué à une patiente reconstitution de son passé fait de mots. Dans ce récit intensément personnel cependant, il a aussi tracé la géographie intime de ce Berlin que tous les Québécois portent en eux.

Berlin : le Montréal qui se divise entre « l'Est en usines et l'Ouest en bureaux, française d'un côté du mur, anglaise de l'autre » : mais aussi le mur qui sépare le Québécois du Français et qui empêche le narrateur de posséder un rapport direct, immédiat à SA langue. Sur le « chemin de langage » suivi par le narrateur, il n'y aura qu'obstacles et embûches. Le salut pour ce Woody Allen